

Unité bidépartementale Eure Orne  
1 avenue du Maréchal Foch  
CS 50021  
27000 Évreux

Évreux, le 15/04/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/04/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### SCIERIE EXPLOI FORESTIERE BOULLEVILLAISE

Lieu-dit la Lissonière  
Rue Vann'e  
27210 Saint-Maclou

Références : 2026-27/152  
Code AIOT : 0005800971

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2026 dans l'établissement SCIERIE EXPLOI FORESTIERE BOULLEVILLAISE implanté 503 RUE VANNEE 27210 Saint-Maclou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale de la DREAL visant à s'assurer que l'exploitant a une bonne connaissance du caractère opérationnel des moyens d'extinction de son établissement en cas d'incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCIERIE EXPLOI FORESTIERE BOULLEVILLAISE

- 503 RUE VANNEE 27210 Saint-Maclou
- Code AIOT : 0005800971
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est une scierie spécialisée dans la production de bois de construction (charpentes, bardages, ossatures, etc.).

Le site exerce également une activité de traitement chimique du bois.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de l'inspection, à proximité de la réserve d'eau extérieure de 360 m<sup>3</sup>, il a été constaté la présence de containers vides empilés ayant contenu des produits de traitement du bois. Ces containers devront faire l'objet d'une évacuation vers une installation dûment autorisée. D'une manière générale, les déchets doivent être régulièrement évacués en vue d'éviter leur accumulation.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan des moyens incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande d'action corrective	2 mois
2	Registre, tests et contrôles des moyens de lutte incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Besoins en eau et moyens pour répondre à ce besoin en eau	Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 7.6.4.	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Disponibilité des débits des poteaux et état par sondage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Disponibilité des réserves d'eau et	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	moyens de pompage et état par sondage			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Disponibilité du sprinklage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence un suivi globalement satisfaisant des moyens d'extinction qui lui sont propres. En revanche, l'exploitant ne s'assure pas de la disponibilité des moyens externes (poteaux incendie) qu'il a pris en compte dans le dimensionnement de ses besoins en eau en cas d'incendie. A ce stade, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il dispose ainsi du volume d'eau prescrit par son arrêté préfectoral. Une mise en demeure en vue de respecter l'article correspondant à cet écart est donc proposée.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des moyens incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour les documents suivants : [...] -les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ; [...] -le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté ; [...] Les plans sont tenus à disposition, de façon facilement accessible, des services d'incendie et de secours.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Un plan des installations a été présenté. Il n'est toutefois pas à jour car il ne fait notamment pas apparaître l'atelier de rabotage récemment créé et tous les moyens de lutte contre l'incendie ne sont pas mentionnés (le réseau de robinets d'incendie armés (RIA) ne figure pas).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous un délai de deux mois au plus tard, l'exploitant doit mettre à jour le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention.</p> <p>Les activités de l'établissement SEFOB et du site voisin GASTEBOIS étant connexes, les moyens de lutte contre l'incendie des deux sociétés devront figurer sur le plan tout en faisant apparaître distinctement les limites de propriété des deux ICPE.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 2 : Registre, tests et contrôles des moyens de lutte incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un registre relatif à la vérification du réseau RIA de la scierie a été présenté. En revanche, l'exploitant ne dispose pas de registre pour le réseau RIA de l'atelier de rabotage. Le réseau RIA de l'atelier de rabotage n'a pas fait l'objet d'une vérification selon la règle R5 de l'APSAD et ne dispose donc pas de certificat Q5.</p> <p>Le certificat Q5 en date du 17/12/2025 relatif au réseau RIA de la scierie a été présenté. Celui-ci comporte plusieurs non-conformités qui n'ont pas été prises en compte par l'exploitant.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit engager les actions correctives pour lever les non-conformités mentionnées dans le certificat Q5 du réseau de RIA de la scierie et faire procéder à l'évaluation de conformité du</p>

réseau de l'atelier de rabotage par rapport au référentiel R5 sous un délai de deux mois au plus tard. Pour chacun des deux réseaux les opérations seront consignées dans le registre de sécurité et les justificatifs de réalisation de ces actions seront transmis à la DREAL (certificat Q5 du réseau RIA de l'atelier de rabotage et justificatifs de réalisation des actions correctives permettant de lever les non-conformités mentionnées dans le certificat Q5 du réseau RIA de la scierie).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Besoins en eau et moyens pour répondre à ce besoin en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 7.6.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose a minima de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 poteaux incendie [...];</li> <li>- un débit total simultané de 120 m<sup>3</sup>/h disponible pendant deux heures doit être assuré ;</li> <li>- en cas d'indisponibilité d'assurer les débits minimaux susmentionnés, l'exploitant doit disposer :</li> <li>- d'une réserve d'eau de 360 m<sup>3</sup> minimum située sur la parcelle 423 [...];</li> <li>- d'un réseau RIA conforme aux normes en vigueur dans le bâtiment de la scierie ;</li> </ul> <p>[...].</p> <p>L'arrêté préfectoral complémentaire du 30/08/2022 a complété ces moyens en prescrivant à l'article 5 e :</p> <p>Les besoins en eau d'extinction des nouvelles installations sont calculés à 240 m<sup>3</sup>/h sur 4 h. Avant mise en service des nouvelles installations, une réserve d'eau complémentaire devra être installée à moins de 100 m en complément de la réserve de 360 m<sup>3</sup>. Sa capacité pourra tenir compte du débit 4 h en simultané des bornes incendies situées à moins de 100 m. La réserve d'eau complémentaire doit être implantée en dehors des zones d'effet incendie 3 et 5 kW/m<sup>2</sup>. La raboterie est équipée d'un réseau RIA avec surpresseur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose des ressources internes en eau ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une réserve enterrée de 140 m<sup>3</sup> réceptionnée par le SDIS le 16/02/2026 - Lors de cette réception, le SDIS a indiqué qu'une étude d'aménagement devra être réalisée afin d'allonger la canne d'aspiration afin qu'elle puisse être accessible depuis la rue Vannée qui longe le site ;</li> <li>- une réserve d'eau de 360 m<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>La scierie et l'atelier de rabotage sont équipés d'un réseau de robinets d'incendie armés (RIA). Chacun des deux réseaux est équipé de son propre système de surpression. Le réseau de l'atelier de rabotage a été installé récemment, en fin d'année 2025.</p>

<p>Plusieurs poteaux incendie externes sont installés le long de la rue Vannée qui longe les limites de propriété de l'établissement mais seul un poteau situé à moins de 100 m des installations de rabotage est considéré comme opérationnel (essai réalisé le 20/07/2023). Pour les autres poteaux, les derniers essais ont été réalisés en 2015, soit bien au-delà de la limite de 3 ans définie dans le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) en vigueur dans l'Eure.</p> <p>Compte tenu de ce qui précède, l'exploitant ne dispose pas des 960 m<sup>3</sup> d'eau prescrits par l'arrêté préfectoral complémentaire du 30/08/2022 (240 m<sup>3</sup>/h pendant 4 heures).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit justifier qu'il dispose d'un débit d'eau de 240 m<sup>3</sup>/h pendant 4 heures comme prescrit dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 30/08/2022.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 4 : Disponibilité des débits des poteaux et état par sondage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme vu au point de contrôle précédent, l'exploitant ne dispose pas d'attestation permettant de justifier que les poteaux incendie implantés le long de la rue Vannée sont opérationnels. En effet, hormis pour le poteau qui a été installé en 2023 par la société SEFOB et qui a fait l'objet d'un essai de mise en service le 20/07/2023, les autres poteaux n'ont pas fait l'objet d'essais depuis plus de 10 ans.</p> <p>Au cours de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la mairie a engagé les démarches pour que des essais soient réalisés prochainement.</p> <p>L'inspection a rappelé à l'exploitant qu'il est possible de prendre en compte plusieurs poteaux incendie pour atteindre les volumes et débits d'eau prescrits sous réserve qu'une mesure avec l'utilisation en simultanée des poteaux soit réalisée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>

Sous un délai de 2 mois au plus tard, l'exploitant doit transmettre les résultats de mesure de débit/pression des poteaux incendie situés le long de la rue Vannée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 5 : Disponibilité des réserves d'eau et moyens de pompage et état par sondage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le marquage relatif à l'interdiction de stationner au niveau de l'aire d'aspiration de la réserve extérieure de 360 m3 n'est quasiment plus visible. D'ailleurs, il a été constaté le stationnement d'un véhicule avec une remorque au niveau de cette aire (cf. photo en annexe du présent rapport).</p> <p>Un essai de bon fonctionnement d'un RIA a été réalisé au niveau de la scierie (cf. photo en annexe du présent rapport). Cet essai n'appelle pas d'observation particulière, le surpresseur a fonctionné correctement.</p> <p><b>Hors point de contrôle</b></p> <p>A proximité de la réserve d'eau, il a été constaté la présence de containers vides empilés ayant contenu des produits de traitement du bois (cf. photo en annexe du présent rapport). Ces containers devront faire l'objet d'une évacuation vers une installation dûment autorisée. D'une manière générale, les déchets doivent être régulièrement évacués en vue d'éviter leur accumulation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place une signalétique interdisant le stationnement au niveau des aires d'aspiration de ses réserves d'eau (bassin extérieur de 360 m3 et réserve enterrée de 140 m3). D'une manière générale, il est rappelé que les stockages de bois ne doivent pas être réalisés à proximité immédiate des aires d'aspiration. En effet, en cas d'incendie, celles-ci ne seraient plus</p>



accessibles compte tenu des flux thermiques.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Disponibilité du sprinklage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sans objet, les installations ne sont pas équipées de système d'extinction automatique.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite